

L'ALLEMAGNE, MACHINE À CRÉER DE L'INJUSTICE !



MICHEL SANTI, économiste, auteur de *Splendeurs et misères du libéralisme* (L'Harmattan), blog : gestionnsuisse.com

Doit-on s'inspirer du modèle allemand ? Oui – bien sûr ! –, si l'on en croit les statistiques du chômage, qui atteint 25 % en Espagne, près de 11 % en France et même 7,7 % aux États-Unis... comparé au taux de sans-emploi de 6,5 % en Allemagne ? Qu'attend donc le reste de l'Union européenne pour marcher dans les pas d'une Allemagne qui n'a de cesse à s'ériger en modèle absolu en termes de compétitivité de ses entreprises et de flexibilité de son monde du travail ?

En réalité, la forte décline du chômage en Allemagne est entièrement redevable à une dérégulation intensive ayant favorisé la création d'emplois temporaires, ou à salaires très réduits. La flexibilité allemande n'a donc pu se réaliser qu'au prix de ces « minijobs » qui ont ainsi augmenté de 14 % entre 2005 et 2011 et qui concernent quelque 4,5 millions de salariés, dont les revenus se situent entre la moitié et les deux tiers de ceux du salarié moyen.

Le développement de ce travail à la précarité sans précédent devait néanmoins représenter une aubaine pour des entreprises qui, dès lors, furent promptes à accélérer leurs embauches. L'essor de cette catégorie d'emplois fut trois fois plus important que celui qui concernait les emplois « traditionnels », durant cette période considérée. De fait, les toutes récentes statistiques émanant de l'OCDE indiquent que les emplois à bas (voire à très bas) salaires représentent 20 % de la masse salariale allemande, par rapport à 13 % en Grèce et à 8 % en Italie... Il va de soi que, dans un contexte de salaires qui atteignent un maximum de 400 € par mois, les employeurs n'ont plus aucune motivation à embaucher sur la base de contrats de travail à durée indéterminée. Ce qui explique qu'un salarié allemand sur cinq perçoit aujourd'hui 400 € par mois, et que les contrats à durée indéterminée sont progressivement scindés en un ou en plusieurs « minijobs ». Le tout, dans un cadre allemand où le salaire minimum est banni des dictionnaires comme des lois.

La création de toutes pièces de cette sous-classe de travailleurs est le résultat d'une entreprise planifiée dès le début des années 2000 par le chancelier de l'époque, Gerhard Schröder. Si la fédération patronale allemande se positionne contre l'instauration du salaire minimum, accusé de créer le chômage en augmentant le coût du travail, c'est qu'elle est totalement soutenue par un cadre légal et par l'écrasante majorité des partis politiques peu enclins à s'apitoyer sur ces salariés et sur ces

travailleurs sous-payés. Ces derniers n'ont nullement bénéficié du redressement spectaculaire de leur pays à la suite de sa réunification. Bien au contraire, ils ont subi une décapitation de leurs revenus ces dix dernières années. Le miracle allemand n'est en effet que mirage – voire cauchemar – pour une partie importante des travailleurs allemands, en l'occurrence pour près de 5 millions d'entre eux ! N'oublions pas les déclarations tonitruantes de Schröder à la tribune du World Economic Forum en 2005, qui annonçait fièrement avoir « créé un des meilleurs secteurs d'Europe en termes de bas salaires »...

Cette masse de « minijobs » exerce des effets pernicieux sur l'ensemble des pays d'Europe périphérique. Ces misérables salaires octroyés dopent, bien sûr, les exportations du pays tout en restreignant considérablement sa capacité à consommer, et donc à importer. L'incontestable compétitivité allemande – qui se réalise au détriment d'une immense masse salariale – est donc aussi une authentique plaie pour les nations en pleine crise. De manière bien compréhensible, celles-ci se montrent incapables d'exporter vers l'Allemagne et vers les Allemands qui n'ont pas les moyens de se payer des produits espagnols, italiens ou portugais.

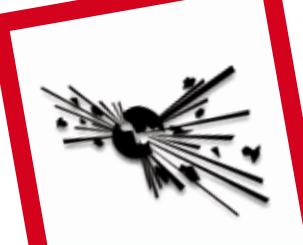
Ainsi, la politique allemande représente une des failles structurelles majeures de l'Union européenne, car elle y impose et y instaure une déflation généralisée. La seule et unique formule permettant aux entreprises européennes périphériques de gagner en compétitivité consiste logiquement en des réductions généralisées des salaires de leurs travailleurs afin de tenter de concurrencer les marchandises allemandes à l'exportation et de vendre aux consommateurs de ce pays. Comment les politiques et les chefs d'entreprise allemands ont-ils aujourd'hui le cran d'ironiser sur les économies européennes périphériques – voire de les stigmatiser – quand la quasi-intégralité de la croissance allemande reste redevable à l'appétit de consommation et à l'endettement de ces nations ?

Il est donc urgent d'augmenter aujourd'hui les salaires de ces « minijobs » allemands afin de faciliter et de promouvoir un transfert équitable des richesses et des revenus à l'intérieur même de l'Union. Car les déséquilibres touchant un pays de l'importance de l'Allemagne exercent à l'évidence un impact nuisible sur toute la zone. N'est-il pas temps de commencer à avoir un regard (très) critique vers cette dynamique de compétitivité allemande, tant admirée, mais qui s'apparente plus à une machine à créer de l'injustice et des déséquilibres ? ■

Le nom de l'assassin

Latifa Ibn Ziaten tente de se faire entendre. Mais qui connaît son nom, celui de son fils, le soldat Iman Ibn Ziaten, tué « parce qu'il servait la République » ? Des tueries de Montauban et de Toulouse, on ne retient qu'un seul nom, celui de l'assassin. Pour rendre compte de l'hommage rendu par François Hollande aux victimes, *le Monde* titre : « Un an après Merah ». Nommerait-on « affaire Vilain » le coup de feu meurtrier tiré le 31 juillet 1914 au café du Croissant ? Cette affaire porte le nom de Jean Jaurès, et pas celui de l'assassin. Certes, les soldats français, l'enseignant et les élèves de l'école Ozar Hatorah n'étaient pas Jean Jaurès. Mais les attentats commis à Paris ne portent pas les noms des terroristes identifiés. La mémoire collective retient la rue Copernic, la rue des Rosiers, ou la rue Marbeuf. Les tueries de 2012 ont, elles, une vedette, Mohamed Merah, comme si seul le tueur avait eu un nom, un visage, une vie. Certes, il peut sembler commode, à la vitesse des ondes, de concentrer l'information sur les deux syllabes d'un patronyme. Tout événement doit avoir son « people ». La médiatisation de Merah est lourde de conséquences. Son nom apparaît sous forme de graffitis vengeurs, il sert d'emblème aux apprentis terroristes. Les noms des victimes déjà s'effacent : un an après les meurtres, ils ne sont même plus cités dans la presse. ■ GUY KONOPNICKI

BILLE EN TÊTE



LA DILIGENCE ET LE RER D

par Jack Dion

Le western a pris une telle place dans l'imaginaire collectif qu'il permet des comparaisons sources de regrettables confusions. Ainsi a-t-on assimilé l'attaque d'une rame du RER D en gare de Grigny-Centre (Essonne) à « une attaque de diligence ». Dit comme ça, on pense à une scène avec Marilyn Monroe et James Stewart. On a oublié que les assauts contre les voitures à chevaux pouvaient faire des morts, pour n'en retenir que l'aspect sympathique des films où les bons l'emportent toujours sur les méchants.

En gare de Grigny, s'il n'y a pas eu de cadavres, des personnes ont été agressées, parfois blessées, et systématiquement dépouillées par une bande qui avait planifié le guet-apens. Ce n'était pas du cinéma, tout simplement une réalité qui dépasse parfois la fiction et transforme la vie des banlieusards en calvaire. Une telle situation appelle des propos mesurés et des amorces de solutions ajustées.

Passons sur les cris d'orfraie entendus à droite au lendemain d'un tel événement. Le bilan de Nicolas Sarkozy en la matière devrait inciter ses amis à un peu de retenue. Quand on a été le président de la délinquance zéro, que l'on a baissé les effectifs policiers et que l'on s'est contenté d'être un Zorro de la parole, la discrétion devrait l'emporter sur l'exhibitionnisme. Sauf erreur, la première attaque de train a eu lieu sous le précédent quinquennat, dans le sud-est du pays, et on ne sache pas que les édiles UMP aient alors été aussi bruyants qu'ils le sont aujourd'hui.

On ne sera pas moins sévère avec cette gauche bobo qui se contente de ne voir que des causes sociales derrière le moindre acte de délinquance, comme si en tout chômeur germait une graine de futur racketteur. Outre que le propos confine au racisme social, chacun sait que la plongée dans le monde de la violence a des causes multiformes qui demandent des réponses mêlant à la fois réinsertion sociale, éducation, répression et rappel de règles communes sans lesquelles la société serait une jungle.

Force est de constater que le PS, pour le moment, n'est pas revenu à ses lubies d'antan quand il négligeait une question qui pourrit la vie des citoyens les plus modestes. Par parenthèse, le climat de double insécurité (sociale et civile) explique que certaines oreilles soient sensibles aux vociférations de

Ce n'est pas du cinéma, mais la vraie vie, pourrie par la délinquance.

Marine Le Pen, laquelle surfe sans état d'âme sur des problèmes réels pour les dévoyer vers des voies sans issue.

Rien ne serait pire que de laisser le FN seul sur ce terrain explosif, où il érige des murs dans les têtes. Il ne s'agit pas de stigmatiser qui que ce soit ou de diaboliser une quelconque communauté. Il s'agit de prendre la mesure d'une société où la misère de l'incivisme et l'incivisme de la misère débouchent sur la loi du plus fort, le règne de la bande, la domination des petits malfrats – et pas seulement à Marseille.

D'un certain point de vue, c'est bien le retour au Far West, à l'époque où le revolver l'emportait sur le droit, le règlement de comptes, sur la justice et l'ultralibéralisme, sur la solidarité collective. Pour y voir la marque du progrès, il ne faut jamais prendre le RER D. ■